

Accord national interprofessionnel

IDCC : 1500. – **RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES**
(application de l'accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Etendue par arrêté du 26 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 91 DU 22 SEPTEMBRE 2005
RELATIF AUX ANNEXES A ET D
NOR : *ASET0551220M*
IDCC : 1500

Les annexes A et D à l'accord du 8 décembre 1961 sont modifiées comme ci-après :

ANNEXE A

Article 4

Cet article, intitulé « Compensation », est désormais libellé comme suit :

« Le conseil d'administration de l'ARRCO est chargé de réaliser la compensation financière entre les institutions.

La compensation place chaque institution dans une situation de trésorerie identique à celle enregistrée au niveau global du régime.

Pour sa réalisation, des transferts de fonds entre les institutions sont effectués trimestriellement par la fédération. »

Article 5

Cet article, intitulé : « Réserve technique du régime », est désormais libellé comme suit :

« La réserve technique est destinée, d'une part, à assurer la couverture des besoins de trésorerie des institutions et, d'autre part, à permettre le financement complémentaire que nécessiterait l'équilibre des opérations de retraite du fait des évolutions conjoncturelles ou des décisions prises par les partenaires sociaux.

La réserve technique est dotée des excédents ou diminuée des déficits des opérations de retraite et augmentée des produits financiers nets de ladite réserve.

Le conseil d'administration de l'ARRCO est chargé de répartir la réserve technique entre les institutions, y compris la fédération.

Chacune des institutions gère la quote-part de la réserve technique qui lui est confiée, dans les conditions déterminées par le règlement financier de l'ARRCO. »

Article 6

Le titre de cet article est désormais le suivant : « Contributions de maintien de droits ».

L'article 6 est désormais libellé comme suit :

« Les contributions de maintien de droits sont destinées à financer les suppléments futurs de charges d'allocations :

- résultant d'intégrations dans le régime géré par l'ARRCO d'entreprises ou secteurs nouveaux, les suppléments de charges correspondant à la fraction des droits non prise en charge dans le cadre de la solidarité ;
- ou correspondant aux réductions d'engagements d'entreprises visées aux articles 14 et 16 de l'accord.

Les contributions versées à l'occasion d'intégrations dans le régime, ou par des entreprises qui ont réduit leurs engagements portant sur des fractions de taux contractuel supérieures à 6 % sur T1 ou 16 % sur T2 ou sur une assiette excédant les limites visées à l'article 13 de l'accord, constituent un financement spécifique enregistré distinctement à l'actif et au passif du bilan des opérations de retraite.

Chaque année, des fonds d'un montant correspondant aux suppléments de charges résultant des droits maintenus sont apportés aux opérations de retraite suivant un mécanisme de reprise progressive sur ce financement spécifique.

Les conditions de gestion des contributions de maintien de droits, constitutives du financement spécifique sont déterminées par le conseil d'administration de l'ARRCO. Les fonds reçus au titre de contributions de maintien de droits ne doivent pas être utilisés pour la trésorerie des institutions. Les placements représentatifs du financement spécifique doivent donc être gérés séparément, dans les conditions prévues par le règlement financier de l'ARRCO. »

Article 33

Le 1^{er} alinéa du point 2 intitulé « Institution ayant recours à un tiers pour réaliser la gestion » est désormais libellé comme suit :

« Une institution peut recourir à un tiers pour la réalisation de tout ou partie de la gestion administrative de ses opérations, ou de la gestion financière de la quote-part de la réserve technique du régime qui peut lui être confiée. Le recours à un tiers s'effectue... » (le reste sans changement).

ANNEXE D

Article 1^{er}

L'antépénultième alinéa du point 1 intitulé « En cas de réduction du taux de cotisation » est supprimé.

L'avant-dernier alinéa du point 2 intitulé « En cas de constitution d'un groupe fermé » est supprimé.

Fait à Paris, le 22 septembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;
CGPME ;
UPA.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC ;
CGT-FO ;
CGT.